

POUR UNE CIRCONSCRIPTION FEDERALE, C'EST MAINTENANT OU JAMAIS

**Kris Deschouwer (VUB) et Philippe Van Parijs (UCL),
Coordinateurs du Groupe Pavia**

Le Soir, 22 juillet 2011, p.15

Pour la première fois dans l'histoire du pays, une note rédigée en vue de la formation d'un gouvernement inclut l'idée d'une circonscription électorale fédérale. Dans la note qu'il a soumise à l'ensemble des partis, Elio Di Rupo propose en effet que dix des cent-cinquante sièges de la Chambre des Représentants soient attribués dans une circonscription couvrant l'ensemble du pays. En tant que coordinateurs du Groupe Pavia, nous ne pouvons que nous réjouir de ce passage de la note, de la prise de conscience dont il témoigne et du regain d'intérêt pour l'idée qu'il n'a pas manqué de susciter. Mais le débat ainsi puissamment remis en route charrie une bonne dose de malentendus : on attribue parfois à la circonscription fédérale des conséquences qu'elle n'aura pas et à ceux qui la proposent des intentions qu'ils n'ont pas.

L'objectif le plus important de la circonscription fédérale est de faciliter la prise de décision au niveau fédéral. C'est indispensable pour l'exercice quotidien des compétences fédérales. Ce l'est encore plus pour la réforme de l'état. Le façonnement d'un état fédéral n'est jamais achevé. Un état fédéral est toujours à la recherche de la localisation optimale des compétences et de modalités de financement qui tiennent compte des interdépendances sans éluder les responsabilités. Il n'y a aucune raison pour que cela se passe chaque fois de la manière laborieuse et peu reluisante dont les dernières années nous ont offert le spectacle. Lorsque les propositions de réforme — y compris des engagements fermes à ne pas céder d'un pouce — ne sont systématiquement testées qu'auprès de son propre groupe linguistique, il n'est pas étonnant que l'on peine, après chaque élection, à trouver un accord: les concessions qu'un tel accord implique par rapport aux promesses faites rendent très difficile à ceux qui finissent par y souscrire de ne pas perdre lourdement la face.

Or il n'y a là rien d'inéluctable. « Si j'ai faite une faute », dit Bart De Wever dans une interview publiée dans *De Morgen* (11/6/2011), « c'est de ne pas avoir investi suffisamment dans l'opinion publique francophone ». Il s'agit en effet d'une faute, mais pas d'une faute de Bart De Wever. C'est une faute du système dans lequel il doit fonctionner. S'ils doivent se présenter dans une circonscription fédérale, les partis et les personnes qui ambitionnent de gouverner le pays feront spontanément l'effort d'expliquer ce qu'ils veulent à l'ensemble de leurs citoyens. Ils iront alors eux-mêmes à la rencontre des électeurs de l'autre groupe linguistique et ils ne laisseront plus à ceux qui ont intérêt à les démoniser le monopole de l'emprise sur l'opinion publique de l'autre bord.

En proposant une circonscription fédérale, voulons-nous remonter dans le temps ? Voulons-nous réhabiliter la vieille Belgique unitaire ? Voulons-nous sortir du coma le sentiment national belge ? Voulons-nous ressusciter des partis nationaux ? Voulons-nous priver les entités fédérées de nouvelles compétences et de nouvelles responsabilités ? Voulons-nous compenser les francophones pour la scission de BHV ? La réponse est chaque fois non. Ceux qui nous attribuent ces objectifs — parfois mais pas toujours de bonne foi — croient pouvoir se débarrasser à bon compte de notre

proposition. Mais un peu de réflexion — et d'honnêteté intellectuelle — devrait suffire à lever les malentendus.

En particulier, à condition d'être bien conçue, la circonscription fédérale n'aura rien d'un « grand BHV », où les partis francophones, et surtout les plus extrêmes, s'efforceront de renforcer la représentation francophone à la Chambre en courtisant le vote francophone dans toute la Flandre. Pour éviter pareil effet, il suffit de répartir d'avance les sièges de la circonscription fédérale entre les deux groupes linguistiques dans la même proportion que dans la Chambre sortante. Le but de la proposition n'est nullement de permettre à quelques milliers de francophones de Flandre de voter pour des candidats francophones, mais de permettre à des millions d'électeurs des trois régions de voter pour celles et ceux qui leur proposent la vision de l'avenir du pays qui correspond le mieux à leurs aspirations. Ce n'est donc pas une compensation pour quoi que ce soit, mais un instrument au service de tous, et en particulier de ceux qui veulent réformer vite et bien.

Nous n'avons en effet pas le moindre désir de retourner en arrière. Nous voulons au contraire aller de l'avant. Un pays plurinational comme le nôtre a besoin d'institutions adaptées. Seuls ceux qui pensent que l'Etat fédéral belge est sur le point de disparaître peuvent juger futile et contre-productif d'essayer d'en améliorer le fonctionnement. Mais l'extrême modestie des changements réalisés au cours des quatre dernières années devrait suffire à elle seule à convaincre quiconque de la nécessité de pourvoir la Belgique d'institutions qui lui permettront d'être convenablement gérée et de continuer à se réformer. Nous sommes convaincus que l'introduction d'une circonscription fédérale est une condition nécessaire, sans être suffisante, d'une gouvernance fédérale plus efficace et plus démocratique. L'impact qu'elle aura ne peut être prédit avec exactitude. Il dépendra de l'usage que les partis et leurs leaders en feront. Mais il est difficile d'imaginer quel tort son instauration pourrait produire. Les électeurs bénéficieront d'un choix plus large qu'aujourd'hui, et les hommes et femmes politiques seront incités à écouter l'ensemble des citoyens qu'ils veulent gouverner et à leur expliquer ce qu'ils proposent comme avenir à l'ensemble de la fédération.

Il se peut certes qu'il y ait des propositions qui, mieux que la nôtre permettent d'éviter à notre fédération la répétition du pitoyable sur-place dont nous sommes les témoins depuis quatre ans. S'il y en a, il est urgent de les formuler. Pour l'heure, seule la circonscription fédérale est sur la table. Et des personnalités éminentes de chacun des partis assis à cette table se sont exprimées en faveur de son instauration.

Alors, maintenant ou jamais ?